« LA FINANCE AUTORITAIRE ; vers la fin du néolibéralisme »

de Marlène BENQUET et de Théo BOURGERON

Raisons d'agir Éditions (janvier 2021)

et

Analyse critique

de

Christakis Georgiou

En centrant son analyse sur l'histoire de la City de Londres et du Brexit, le livre de M. Benquet et de T. Bourgeron révèle une thèse très originale qui mérite d'être débattue. C'est d'ailleurs pourquoi on adjoint à l'extrait proposé de ce livre une référence à la pertinente critique faite par Christakis Georgiou.

L'originalité de la démarche de la « Finance autoritaire » est de lier l'histoire de la finance à celle de l'Europe et plus précisément celle de la City à celle de l'UE à partir de l'évolution de la finance londonienne, en mettant bien sûr l'accent sur l'épisode du Brexit. Les auteurs sont alors amenés à distinguer trois grandes périodes, celle de la « City traditionnelle », celle de la « première financiarisation » et celle de la « seconde financiarisation », comme le montre le tableau mis en note cidessous, que j'ai confectionné en combinant deux tableaux proposés par les auteurs.

EXTRAIT DU LIVRE « LA FINANCE AUTORITAIRE » (dont il faudra excuser la mauvaise présentation d'ensemble ; on laisse par ailleurs le lecteur se reporter au livre pour accéder aux notes) :

Le libertarianisme peut etre denni comme une docume économique qui vise à limiter toute forme d'intervention étatique en dehors de la garantie de la propriété privée contre le collectivisme et l'étatisme71. Il prône un capitalisme entièrement dérégulé comme seul système social, fondé sur la reconnaissance et la protection des droits de l'individu, et, partant, comme option politique bannissant toute coercition dans les relations sociales72, 11 ambitionne de fonder la socialité sur la seule souveraineté morale, politique et économique des individus. Chris Hattingh, analyste pour The Free Market Foundation, un think tank libertarien fondé en 1975, écrit ainsi en décembre 2019 : «Accorder aux gens la liberté de commercer est radical. Permettre la création de nouvelles entreprises, exemptes de toute réglementation, est radical. Reconnaître les gens comme des individus différents, capables de rechercher leur propre bonheur tel que défini par eux-mêmes, est radical 75 ». Bien que la frontière entre le libertarianisme et le néolibéralisme soit parfois poreuse (notamment en raison de la radicalisation dans un sens libertarien de la pensée de Friedrich Hayek au sujet de la dénationalisation des monnaies par exemple74), la distinction reste pertinente. Les libertariens vont plus loin que les néolibéraux quant à la réduction du rôle de l'État «puisque doivent être retirées de celui-ci non seulement l'éducation et la production de certaines infrastructures comme le système de transport, mais aussi les fonctions régaliennes. David Friedman, fils de Milton, propose de privatiser la police, la justice, la défense. Le mouvement anarcho-capitaliste envisage l'élimination totale de l'État avec la privatisation de toutes ses fonctions, y compris celles que lui réservait Adam Smith: l'armée, la police, la justice⁷⁵ ».

Le libertarianisme ne propose pas d'articulation systématique entre les actions individuelles et une forme de

bien commun. Le libéralisme smithien pensait l'intérêt général comme le résultat de l'agrégation des intérêts individuels encadrés par des lois votées démocratiquement par des individus souverains76. Le néolibéralisme de Hayek, Friedman ou Mises rapatriait le bien commun dans le champ économique, mais continuait d'en faire un horizon de la doctrine économique. La défense radicale de la propriété privée et de la liberté de s'enrichir était supposée conduire à l'accroissement général des richesses et donc au progrès social. Le libertarianisme défend au contraire une approche éthique de la liberté sans considération pour ses effets sur le bien commun : il serait juste et souhaitable de promouvoir la liberté avant toute chose, quelles qu'en puissent être les conséquences. Leur justification du capitalisme de laisserfaire repose sur l'idée qu'il s'agit du seul système économique compatible avec l'éthique libertarienne, et non pas sur la conviction de la supériorité du capitalisme, capable d'engendrer plus de richesses que n'importe quel autre mode de production. À la différence des libéraux et des néolibéraux, qui adoptent une approche conséquentialiste de la liberté, les libertariens en ont une approche déontologique?7: la liberté d'accumuler devient à elle-même sa propre justification.

Libertarien sur le plan économique, le régime politique d'accumulation promu par la seconde financiarisation est aussi autoritaire sur le plan politique. Hostile à tout mécanisme redistributif garantissant des conditions élémentaires d'existence à la population (santé, éducation, protection), il fait de la répression des mouvements sociaux et de la réduction des libertés publiques, notamment par le renforcement du contrôle des déplacements et de l'expression, la modalité privilégiée de création d'un ordre social.

En effet, des années 1980 aux années 2010, le mouvement de néolibéralisation assumé successivement

par les conservateurs thatchériens, le New Labour et les conservateurs pro-austérité de David Cameron a implique une extension considérable du secteur financier assortie d'une tégression équivalente des services publics et des solidarités sociales. Le Royaume-Uni est devenu un pays très inégalitaire – le plus inégalitaire d'Europe de l'Ouest, avec un coefficient de Gini de 34,2 -, qui comptait en 2018 près de 320 000 sans-abri et 20 % de sa population en situation de pauvreté telative78. Dans le même temps, la part des 1 % des plus hauts revenus dans l'ensemble des revenus britanniques est passée de 6,5 % en 1980 à 14 % en 2015⁷⁹. Ces inégalités s'ajoutent à un affaiblissement des services publics et de l'État providence sous les coups conjugués des privatisations et de l'austérité. La réforme des allocations sociales votée en 2012 impose une restriction des conditions de versement de l'ensemble des allocations sociales, réduit leur montant et introduit des délais de carence avant versement qui provoquent des drames dans des classes populaires déjà fortement appauvries. De son côté, le National Health Service (NHS) est soumis à rude épreuve : subissant à la fois un sous-financement et les troubles sanitaires provoqués par le désengagement de l'État, il traverse chaque année ce que les médias britanniques appellent la «crise hivernale», au cours de laquelle les délais de prise en charge aux urgences explosent. Durant l'année 2017, le délai de prise en charge aux urgences était supérieur à quatre heures dans 25 % des cas. Ces conditions extrêmes provoquent des phénomènes inimaginables il y a quelques décennies : alors que l'espérance de vie des Britanniques s'est accrue constamment depuis la fin du xix^e siècle, elle stagne depuis 2011, et régresse même pour certaines classes de la population, notamment dans les territoires désindustrialisés du nord de l'Angleterre, et pour les femmes de milieux populaires80.

Après trente ans de néolibéralisme, le libertarianisme promu dans la littérature de Tufton Street semble atteindre les limites d'acceptabilité sociale du régime politique d'accumulation britannique. Les territoires de conquête du capital sont désormais constitués des derniers acquis sociaux du peuple britannique. Il s'agit du NHS, que veulent privatiser la plupart de ces think tanks, tels l'Adam Smith Institute, l'Institute of Economic Affairs et l'Institute for Free Trade, qui souhaitent son « ouverture à la compétition internationale» dans le cadre d'un traité de libre-échange avec les États-Unis; de l'école publique, que l'Institute of Economic Affairs entend remplacer par un marché de l'éducation concurrentiel dans lequel les parents disposeraient de «bons d'achat» financés par l'État; ou de certaines normes sociales et environnementales minimales, comme la limite de 48 heures de travail hebdomadaire ou l'interdiction du lavage au chlore des produits alimentaires, que le ministre conservateur de la Justice Michael Gove, proche du Legatum Institute et de l'Initiative for Free Trade, souhaite voir disparaître⁸¹,

La première financiarisation avait établi ses pôles d'accumulation sur les grandes infrastructures du pays: elle avait surtout concerné les salariés et les consommateurs des grandes entreprises conglomérales, des infrastructures récemment privatisées, des grandes banques et sociétés d'assurances et des fonds de retraite. En somme, le cœur de l'économie britannique. La seconde financiarisation étend le processus de financiarisation aux espaces qui en étaient jusque-là exclus, le Brexit n'étant qu'une étape dans ce processus. Elle transforme en opportunités de profit des pans de la société jusqu'ici préservés de la financiarisation: les entreprises moyennes et intermédiaires avec les fonds de capital-investissement, le marché immobilier avec les fonds d'investissement immobiliers, l'ensemble des

paramètres de la vie économique et sociale avec la spéculation sur les produits dérivés des hedge funds. Les secteurs de la seconde financiarisation accèdent au pouvoir institutionnel à la faveur de coalitions composées de secteurs peu réputés pour leur progressisme en matière sociale et environnementale. Ils font ainsi cause commune avec les producteurs d'énergies fossiles et les grandes entreprises de construction.

Dans ce contexte, la réduction des libertés publiques n'est qu'apparemment contradictoire avec l'idéologie libertarienne. Si elle ne fait pas partie du socle de ses principes, c'en est la conséquence pratique. En l'absence d'un régime de justification systématique et de dispositifs matériels de compensation des inégalités et de l'appauvrissement d'une part de la population, il ne reste que l'usage de la force comme mode de régulation de la vie sociale. Les libertés se trouvent sacrifiées au profit de la préservation de la principale d'entre elles: celle de posséder et d'accumuler. À lire les portraits des principales figures de ces financiers brexiteurs, on voit se dessiner nettement la solidarité, discrète mais puissante, entre dérégulation économique et autoritarisme politique.

De nombreuses publications européennes retracent



Cette fin annoncée du néolibéralisme démocratique comme régime politique d'accumulation dominant au sein des pays dits occidentaux n'est donc pas le produit de la manipulation des foules, des seules démagogies racistes et « antimondialistes », des nouveaux réseaux de communications (et de la diffusion de *fake news* qu'ils rendent possible) ou de tout autre processus strictement idéologique. Elle n'est pas affaire de propagande ou d'influence exercée sur

les esprits malléables de citoyens désorientés. C'est le projet d'une fraction récente du patronat en concurrence avec un patronat financier plus ancien, définie par des modalités propres d'accumulation du capital et décidée à stabiliser et élargir ses possibilités d'enrichissement contre l'hégémonie financière des acteurs de la première financiarisation. Ce nouveau régime politique d'accumulation anticipe l'accroissement des tensions sociales engendré par l'extension des droits à accumuler. Mais pourquoi se développe-t-il en ce moment, si vite et en des endroits si différents du globe? Comment comprendre que, dans des contextes aussi disparates que ceux des pays de l'Est européen, des États-Unis d'Amérique, du Brésil et du Royaume-Uni, la partie la plus agressive et lucrative de la finance fasse le choix du libertarianisme autoritaire?

UN NOUVEAU RÉGIME D'ACCUMULATION ADAPTÉ AU NOUVEAU RÉGIME CLIMATIQUE

Ainsi que le suggère Bruno Latour, il semble bien qu'on ne «comprenne rien aux positions politiques depuis cinquante ans, si l'on ne donne pas une place centrale à la question du climat⁹⁴». Ce régime politique d'accumulation dont nous tentons de saisir les contours prend place dans un contexte géohistorique particulier: celui d'un nouveau régime climatique dans lequel sont menacées les conditions environnementales de la survie d'une part croissante de l'humanité, y compris – et c'est un fait nouveau – au sein des pays dits «du Nord». Ce fait, que plus personne ne peut ignorer – a fiortiori au niveau d'information, de pouvoir et de puissance économique où se situent ces nouveaux financiers dont l'une des spécialités consiste précisément à financer l'innovation écologique –, occupe une place centrale dans

leur élaboration d'un régime politique d'accumulation visant à maximiser leur bien-être et leurs possibilités d'enrichissement au cours des prochaines décennies.

Ce que l'on peut d'ores et déjà qualifier, sans préjuger d'éventuels sursauts historiques et politiques, de désastre écologique est lié de multiples façons à ce régime politique en cours de développement. Le désastre est d'abord une occasion offerte aux promoteurs de la seconde financiarisation d'étendre aux écosystèmes et à la nature le champ des possibles de l'accumulation. Pour eux, «la crise écologique [pourrait devenir] une opportunité économique95 », formidable qui plus est, à condition qu'aucune institution régionale ou internationale ne se mette en tête de réguler le business du vivant. Le climatonégationnisme organisé des années 2000 devient ici l'argument opposé à toute velléité régulatrice - non pas que ses promoteurs ne croient pas à la scientificité des thèses avancées par les experts du Giec: ils n'imaginent pas possible d'endiguer le réchauffement climatique pour un coût qui ne soit pas exorbitant pour eux-mêmes. Le climato-négationnisme n'est donc pas une intime conviction concernant le réchauffement du climat et l'effondrement des écosystèmes, mais la croyance en l'inexistence d'une solution politique et économique acceptable pour ceux qui bénéficient le plus largement du régime politique d'accumulation capitaliste actuel. Il est la justification tactique du choix politique de renoncer aux changements institutionnels qui permettraient, peut-être, d'infléchir la courbe du désastre. Ainsi que l'écrit Naomi Klein, «si la situation ne se débloque pas, c'est parce que les mesures grâce auxquelles on aurait le plus de chances d'éviter la catastrophe (et qui profiteraient à l'immense majorité de la population) représentent une menace grave pour la minorité qui a la main our Phonomiass.

(...)

pour ces nouveaux acieurs.

Cette seconde finance fait siennes les approches de l'école dite « de la nouvelle économie des ressources », de Harold Demsetz et Armen Alchian, qui place les droits de propriété au cœur de la défense de l'environnement.

Inspirée par l'école de Chicago et les travaux de Ronald Coase et de Garrett Hardin (auteurs en 1968 du fameux article paru dans Science « La tragédie des communs »), elle reprend la thèse de l'incompatibilité de la gestion collective d'un bien naturel et de son usage durable. Le mouvement du Free Market Environmentalism, popularisé par Robert Smith en 1979, repose de la même manière sur l'idée selon laquelle personne n'a intérêt à préserver des ressources possédées en commun et qu'en conséquence le moyen le plus sûr de protéger la nature est de la privatiser intégralement de façon que chaque portion de la planète possède un propriétaire et un protecteur. Mais, pour mettre en œuvre un tel projet et maximiser l'enrichissement afférent, encore faut-il que les institutions régionales et internationales ne se mettent pas en tête de prendre en charge, via des dispositifs contraignants, la raréfaction des ressources naturelles. Car, en général comme dans ce cas particulier, le marché serait toujours plus efficace que le gouvernement pour réguler les systèmes d'échanges.

La deuxième financiarisation correspond donc à un nouveau moment de la pénétration par les logiques capitalistes de territoires extérieurs à elles-mêmes, les espaces naturels. Comme le décrit David Harvey dans le prolongement des analyses de Rosa Luxemburg, «le capitalisme doit perpétuellement trouver quelque chose "en dehors de lui-même" afin de se stabiliser100 ». Contrairement à la thèse marxiste d'une accumulation primitive par la violence ayant déjà eu lieu et formant le socle de la production de plus-value, production que David Harvey nomme « reproduction élargie » et qui se déploie sous le signe de la paix et de la contractualisation entre capitalistes et salariés, le capitalisme doit, pour se maintenir comme mode de production dominant, s'engager dans des relations avec des modes de production non capitalistes visant à transformer de nouveaux biens en marchandises.



LA FINANCE AUTORITAIRE

Ces biens peuvent consister en services publics, en territoires ou en parties du vivant. «La tendance générale de toute logique capitaliste du pouvoir n'est pas de laisser des territoires à l'écart du développement capitaliste, mais de les ouvrir continuellement à celui-ci¹⁰¹. » Si la dépossession a pris la forme des privatisations, de l'impérialisme ou de la financiarisation, elle consiste aujourd'hui en la marchandisation de la nature. Le mot d'ordre des acteurs de cette nouvelle phase d'appropriation pourrait être ainsi résumé: qu'on nous laisse donc déposséder en paix et que ni l'Union européenne ni les États ne viennent se mêler de contrôler à notre place les écosystèmes dévastés ou de réglementer notre grand projet d'appropriation du vivant.

Finalement, ce nouveau régime politique d'accumulation que le Brexit participe à dessiner ne vise pas à favoriser la reproduction durable des dominants. Il ne possède pas de justification propre de sa domination (par le sang, le mérite scolaire, l'ascétisme existentiel, le charisme inné de l'entrepreneur, un sens des affaires reçu en héritage ou le goût du risque), il ne fait pas l'effort de prétendre participer au bien commun et au progrès général, il ne cherche pas à fonder de séculaires familles d'audacieux financiers, il ne crée pas de figures mythologiques destinées à l'édification des foules, il n'est pas, en somme, pensé pour durer. En effet, s'il ne propose pas une solidarité horizontale avec l'ensemble des autres humains, auxquels il s'agirait d'assurer des conditions minimales d'existence, il ne se soucie pas plus d'une solidarité verticale avec des aïeux et des descendants formant des dynasties exemplaires dont il s'agirait de légitimer la pérennité de la domination. Tout se passe comme si « les élites avaient été si bien convaincues qu'il n'y aurait pas de vie future pour tout le monde qu'elles ont décidé de se débarrasser au plus vite de tous les fardeaux de la solidarité¹⁰² », tant matériels que symboliques.

LA FINANCE AUTORITAIRE

d'eux-mêmes ou pour les besoins de leur propre enrichissement – que les sciences et les technologies, stimulées par un capitalisme seul capable d'une allocation optimale des capitaux, offriront les moyens de conjurer notre mauvais sort climatique grâce à des financiers « hors sol », sans illusions quant à la capacité du capitalisme à nous sortir de l'ornière climatique et décidés à accumuler le maximum de capitaux pour simplement en jouir tant que c'est encore possible ou se trouver dans la meilleure position lorsque se durciront davantage les tensions pour l'accès aux ressources vitales. Pour ceux-là, il ne fait plus de doute que le capitalisme ne conduit pas au progrès au sens d'une amélioration collective des conditions de la vie sociale. Ils demandent simplement, dans une sorte d'idéologie survivaliste élitaire ou d'hédonisme nihiliste, le droit de vider le magasin avant qu'il ferme, c'est-à-dire d'être rendus aussi libres que possible d'accumuler tous les biens, territoires et capitaux qui surnagent encore dans un monde en extinction. «Pour la première fois, un mouvement de grande ampleur ne prétend plus sérieusement affronter les réalités géopolitiques, mais se mettre explicitement hors de toute contraînte, littéralement offshore - comme les paradis fiscaux 103, » C'est un régime politique d'accumulation pensé dans et pour un nouveau régime climatique, un régime « effondriste », si l'on peut dire, érigeant le sauve-qui-peut général en maxime universelle et institutionnalisant le projet sécessionniste d'une part des élites vis-à-vis du reste de l'humanité.

Le conflit qui se joue devant nous oppose des finan-

ciers « modernisateurs » convaincus – au plus profond

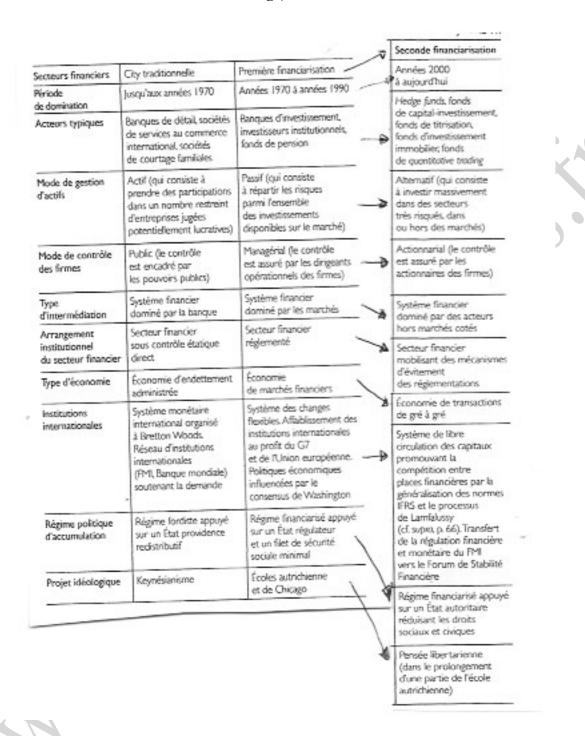
Conclusion de la conclusion :

« Le Brexit témoigne de l'affrontement entre les tenants du régime politique d'accumulation néolibéral européen déclinant et les champions d'un nouveau régime en construction. Régime qui n'a rien de réjouissant : il ouvre de nouvelles perspectives à l'accumulation de profit financier par une orientation politique faite de libertarianisme, d'autoritarisme et de climatonégationnisme.

Dès lors, est-on condamné à souhaiter voir descendre dans la rue des ouvriers aux côtés des banquiers d'investissement de la City pour protéger le traité de Lisbonne ? Non. Il serait illusoire de croire que les institutions du néolibéralisme européen et leurs soutiens, parce qu'ils constituent un obstacle temporaire au projet politique des acteurs financiers montants, puissent constituer des alliés de la cause populaire. La courte histoire du Brexit montre à quelle vitesse les franges perdantes du patronat peuvent accepter leur défaite et se repositionner avantageusement dans le nouveau régime politique d'accumulation. Si un basculement similaire devait avoir lieu en Europe continentale, et donc en France, les secteurs dominants du régime néolibéral, les grandes banques, les assureurs et les entreprises industrielles, négocieraient leur ralliement au nouveau régime.

Le néolibéralisme n'offre pas de rempart solide face aux conflits provoqués par les acteurs de la seconde financiarisation, et il n'est de toute façon pas de retour en arrière possible. Ni le régime néolibéral ni son prédécesseur fordiste ne répondent aux défis posés par l'émergence de puissances libertariennes-autoritaires à l'heure du changement climatique, des inégalités sociales extrêmes et de la montée des conflits entre États du Nord. Il n'y a donc aucune bonne raison de regretter le déclin du régime d'accumulation néolibéral. Mais il est temps de connaître le nouveau visage des adversaires. Sur les continents européen et américain, ils viennent de muter et menacent désormais le minimum d'harmonie sociale, de paix et de ressources environnementales nécessaires à des sociétés libres. Mais des fronts de résistance s'ouvrent, des mouvements sociaux se développent, de nouvelles organisations se créent. Des rapports de force à venir dépend l'état futur du monde et de nos existences ».

<u>NOTE</u>: Les trois types de financiarisation londoniennes (le tableau suivant est le résultat de la combinaison des tableaux 12 et 13 de l'ouvrage):



ANALYSE CRITIQUE DE CHRISTAKIS GEORGIOU:

Dans la revue Contretemps du 13 mars 2021, Christakis Georgiou fait une analyse critique et fine de l'ouvrage de M. Benquet et T. Bourgeron, critique qui mérite d'être lue en complément.

Selon C. Georgiou, politiste et spécialiste de l'économie politique de l'intégration européenne, « la finance autoritaire » peut être « un point de départ pour des études poussées sur la politique du capital et les contradictions qui traversent les capitalistes européens par des chercheurs francophones ». L'article de Contretemps pousse d'ailleurs à aller plus loin dans l'analyse que propose C. Georgiou en se référant à un article de fond qu'il a fait paraître en 2017 : « British Capitalism and European Unification, from Ottawa to the Brexit Referendum ». Il en fixe d'ailleurs ainsi l'objectif : « je me suis concentré sur la façon dont

l'évolution du capitalisme britannique a déterminé l'attitude des capitalistes britanniques et de l'État britannique à l'égard du processus de construction d'un ordre étatique centralisé en Europe, tel qu'il est incarné dans l'UE. Ce faisant, je suis parti de l'hypothèse que les différentes formes prises par l'État capitaliste - unitaire, fédéral, confédéral et toutes les variations de la vie réelle le long de ce continuum - reflètent les relations de classe intra-capitalistes et les tensions entre les classes capitalistes engagées dans la construction de l'État ».

Citons quelques passages de l'article de Christakis Georgiou paru dans Contretemps :

- « Qu'est-ce que l'analyse des auteurs permet sur le plan théorique ?
- a) Les conflits internes au capital mis en relief

Comme le disent les auteurs eux-mêmes, leur constat

"heurte une tradition critique qui pense ceux qui bénéficient du droit à accumuler comme un groupe homogène, une classe sociale unie par les mêmes intérêts économiques et, partant, les mêmes objectifs politiques" (page 54).

Pour critiques qu'elles soient, "ces analyses rompent pourtant avec la position matérialiste qui définit les détenteurs de capitaux par leur rapport social d'exploitation des propriétaires de leur seule force de travail, mais aussi par les rapports sociaux de concurrence existant entre eux." (page 55).

Ces citations se suffisent à elles-mêmes pour souligner ce premier apport théorique.

b) Invalider les analyses qui identifient l'UE aux intérêts de « la » finance et qui en tirent comme conclusion politico-stratégique le sécessionnisme

Ensuite, et cela a une valeur politico-stratégique beaucoup plus immédiate que le point précédent, les auteurs démontrent qu'une analyse courante au sein de la gauche « critique » qui identifie l'UE aux intérêts de « la » finance ne tient pas empiriquement. Si « la » finance (et la City est une incarnation majeure de « la » finance) n'est pas unie dans son attitude vis-à-vis de l'UE, alors il est difficile d'identifier cette dernière à des intérêts homogènes du secteur financier.

Le rôle déterminant des fractions les plus spéculatrices et les plus réactionnaires du secteur financier dans le projet du Brexit montre par ailleurs que "la sortie de l'Union européenne peut être mise au service d'un projet politique bien différent de celui de la gauche européenne" (page 107).

Car "le Brexit ne résulte pas d'une mobilisation massive des classes populaires. L'autoritarisme n'est pas une réaction, mais un projet, un programme et une offensive" (page 124).

Si les concepts jumeaux de première et seconde financiarisation permettent une généralisation théorique à partir du travail empirique sur le positionnement des sous-secteurs de la City, je ne suis en revanche pas convaincu par l'édifice théorique qui est bâti sur ces fondements ».

Suivent une argumentation approfondie pour étayer cette critique puis l'expression d'un important désaccord sur les rapports R.-U. et UE en fonction des deux financiarisations.

Malgré les réserves et désaccords, <u>Christakis Georgiou</u> termine en recommandant la lecture de l'ouvrage : « Plus encore : il faut souhaiter qu'il devienne un point de départ pour des études poussées sur la politique du capital et des contradictions qui traversent les capitalistes européens par des chercheurs francophones. De telles études sont très courantes aux États-Unis. En Europe, certains chercheurs néerlandais (les néogramsciens d'Amsterdam) ont aussi produit des travaux de ce type. Ce serait bien qu'on leur emboîte le pas ».

Notes:

- 1) Selon moi, les risques que génère la « finance autoritaire » sont renforcés par ceux, très souvent systémiques, que crée depuis plusieurs années la « finance de l'ombre » (« shadow banking »), c'est-à-dire celle qu'assurent les institutions financières qui distribuent du crédit en dehors du système bancaire traditionnel, au moyen d'opérations peu ou pas régulées.
- 2) Par un autre chemin, le pessimisme de l'ouvrage rejoint celui de Yuval Noah Harari dans le chapitre 11 de son ouvrage « 21 leçons pour le 21ème siècle » (Albin Michel, septembre 2018). Quelle convergence des analyses !

3) Après le livre de François de Closets, « Toujours plus », publié en 1982, est paru le 4 mars 2021, sous la plume de Louis Maurin, chez Plon, « Encore plus ! Enquête sur ces privilégiés qui n'en ont jamais assez ».

Comme l'écrit Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités, « ce livre est né d'une indignation. Celle de voir la France des privilégiés continuer à en avoir "encore plus" quand les classes populaires en ont "encore moins". La France qui a davantage ne se résume pas à une poignée de riches, qu'elle désigne souvent d'elle-même de sa vindicte. Elle est beaucoup plus large : c'est la France des cadres supérieurs, des diplômés des bonnes écoles, dont une bonne partie vote à gauche.

À une bourgeoisie économique traditionnelle s'ajoute une bourgeoisie intellectuelle, bien assise sur son diplôme. À l'autre bout de la hiérarchie sociale, la France qui en a encore moins ne se limite pas à la misère, aux mal-logés et aux sans-abri. C'est celle de tous ceux qui ont manqué la marche de l'école, n'ont pas obtenu le bon statut d'emploi et qui galèrent au quotidien. Une France d'employés, d'ouvriers, d'immigrés en partie. Souvent féminine. Entre les deux, les couches moyennes, habituées au progrès, voient leurs revenus stagner, et pour elles le freinage est brutal. France d'en haut, France d'en bas et France du milieu s'éloignent. (...) Ces catégories dominantes n'ont de cesse de mettre en avant de "nouvelles fractures". Les discriminations selon l'origine, les inégalités entre les femmes et les hommes, entre les générations, ou selon les territoires, pour réelles qu'elles soient, fonctionnent comme des contre-feux, ce qui contribue à éloigner le débat de la fracture sociale. (...) De la même façon que, au nom de l'insécurité, on limite les libertés publiques, au nom de la flexibilité (donc l'insécurité sociale) on taille en pièces l'égalité. "Voulons-nous vraiment l'égalité?", s'interrogeait il y a quelques années Patrick Savidan. À qui se réfère ce "nous" collectif ? À toute la population ? Au peuple des smicards, des classes moyennes fragilisées? À une droite qui n'a jamais fait des inégalités sa préoccupation majeure ? C'est surtout au sein d'une partie de la bourgeoisie intellectuelle de gauche qui ne cesse de brandir l'égalité comme un étendard que l'hypocrisie est grande et à propos de laquelle on peut se demander si elle veut "vraiment" l'égalité. Faites ce que je dis, pas ce que je fais. Ces catégories méprisent profondément le mode de vie « consumériste » des classes populaires et moyennes qui aspirent au confort matériel. Sur quoi débouchent ces tensions ? (...) La critique des inégalités implique de la passer au contrôle qualité : autant des outils que des analyses, au risque de tout devoir jeter, sinon. Le modèle social français demeure l'un des plus performants au monde. Toutes les enquêtes sur les valeurs montrent que les Français, dans leur immense majorité, ne considèrent pas les plus pauvres ou les étrangers comme les responsables de leurs difficultés. Le vote extrême est d'abord un vote de ras-le-bol généralisé. Un "dégagisme" de citoyens qui ne supportent plus l'hypocrisie des discours et le mépris des catégories aisées. Si c'est être "populiste" que de défendre ceux qui paient contre ceux qui engrangent, assumons le qualificatif. La mobilisation des Gilets jaunes puis plus récemment encore la crise du coronavirus, comme bien d'autres au fil de notre histoire, ont montré notre capacité de résistance collective. La France est très loin d'être convertie à l'individualisme et nous avons largement les moyens d'améliorer notre modèle social. Faute de direction globale, un très grand nombre de mobilisations s'organisent sur le terrain. Toute la question est de savoir qui saura, d'un point de vue politique, répondre aux attentes des classes populaires et moyennes. La France qui n'attend pas le grand soir mais plutôt qu'on lui donne des perspectives, en luttant contre l'insécurité sociale dont elle est victime et en répondant à des besoins concrets ».

Le livre de Louis Maurin trouve un prolongement dans celui de Patrick Artus et Marie-Paule Virard « La dernière chance du capitalisme » (Odile Jacob, mai 2021) : pour ces auteurs, le capitalisme néolibéral est en sursis. « Perçu comme injuste et inégalitaire, il nourrit colère et rancœurs, faisant le lit des populismes. Circonstance aggravante, il se révèle inefficace en créant de moins en moins de croissance ». Il faut alors réformer le système capitaliste actuel de toute urgence : « Si l'on veut que le capitalisme se réforme vraiment, que le partage des revenus entre salaires et profits soit plus équitable, que les inégalités diminuent, que les bas salaires augmentent, que la pauvreté recule, que les délocalisations soient limitées, le levier d'endettement réduit, que

la transition écologique avance, que la cohésion sociale s'améliore, il est indispensable que les entreprises et leurs actionnaires acceptent une diminution du ROE ».

